

Que s'est-il passé ?

C'est à un exercice un peu particulier que s'est attelé l'Office Universitaire de Recherches Socialistes (OURS)

dans son dernier numéro de *recherche socialiste* : demander à des universitaires, historiens, sociologues et dirigeants du Parti Socialiste d'éclairer notre histoire immédiate et de commencer à expliquer les événements qui se sont déroulés au printemps dernier.

Les lecteurs découvriront rapidement que la langue de bois n'a pas le droit de citer dans ce numéro spécial de plus de 200 pages. Dès le premier article, le décor est planté : oui, des partis de gouvernement peuvent disparaître en quelques mois et l'histoire politique contemporaine internationale peut citer plusieurs cas aux États-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne ou en Italie. Et ce phénomène a même un nom puisqu'il a été baptisé EGPP (Effondrement d'un Grand Parti de Pouvoir).

Cependant, après cet avertissement, les contributions montrent que rien n'est inéluctable pour peu que les socialistes cherchent lucidement et honnêtement à analyser les phénomènes qui ont conduit aux défaites de la Présidentielle et des Législatives de 2017. Car, aux explications conjoncturelles, liées à la campagne présidentielle de 2017, aux Primaires ou aux multiples trahisons enregistrées au Parti Socialiste, s'ajoutent des explications plus structurelles, nationales et internationales qui remontent à dix, quinze voire vingt ans.

Ce dossier comprend plusieurs parties. Dans un premier temps, Alain Bergounioux, historien et président de l'OURS, propose une généalogie de la crise sans équivalent devant laquelle se trouve

L'OURS
L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHES SOCIALES
12 rue Marmont
75009 PARIS

REVUE DE L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE
recherche
socialiste

Que s'est-il passé ?
Parti socialiste - avril-juin 2017

De précieuses contributions

le Parti Socialiste dans une contribution intitulée « *Comprendre pour agir* ».

« **Pour apporter un ensemble de réflexions à la double question "Pourquoi et comment", nous avons sollicité des chercheurs et des membres de l'OURS** », explique Alain Bergounioux. « **Libre à eux de se saisir d'un aspect ou un autre de la séquence que nous venons de vivre** ». Cela donne une série de contributions sans concession sur l'histoire, récente ou plus ancienne, du PS.

Il revenait à des responsables politiques actuels de répondre à la question : « *Et après ?* ». Ce sont Guillaume Bachelay, Émeric Bréhier, Luc Carvounas, Emmanuel Grégoire, Emmanuel Maurel, Pierre Serne, Isabelle This Saint-Jean et, notre camarade belge, Elio Di Rupo qui se sont attelés à cette tâche.

Enfin, ce numéro spécial met l'accent sur l'histoire comme toujours. Non que l'histoire apporte des réponses pour le présent et qu'un cycle nouveau apporte nécessairement les succès de demain. Mais pour rappeler les adaptations que les socialistes ont dû faire à différentes étapes. Une organisation politique au clair avec son histoire et sa mémoire est plus apte à faire comprendre d'où elle vient et où elle va.

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 7/12/2017

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Redoublement

Jean-Michel Blanquer est un vrai prestidigitateur : alors que le gouvernement baisse de 20% le nombre de postes mis aux concours, il crée une diversion en lançant une polémique sur les redoublements.

Car que dit-il ? Qu'il sera possible d'y avoir recours. Sauf qu'ils n'ont jamais été interdits. Le nombre a juste été réduit. Et pour cause, ils cumulent trois inconvénients : ils sont socialement injustes, psychologiquement traumatisants et inefficaces pédagogiquement.

Enfin, le coût du redoublement est évalué à 1,1 milliard d'euros. Cet argent serait bien mieux utilisé pour soutenir des mesures pédagogiques contre le décrochage scolaire.

En toute logique, la prochaine sortie du ministre de l'Éducation devrait porter sur la méthode globale. Qui n'a jamais été appliquée mais que les réactionnaires adorent dénoncer...

PS29

Chiffre de la semaine

4,2 milliards

C'est le montant des économies imposées par la majorité En marche, à l'assurance maladie.

Refondation : ce qui nous rassemble

« *Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel* », écrivait Jean Jaurès dans son discours aux lycéens d'Albi. C'est exactement la démarche adoptée par les socialistes avec les Forums de la Refondation : s'appuyer sur les valeurs qui les rassemblent et vérifier si leurs outils sont toujours pertinents pour affronter les défis du XXI^e siècle.



La présidentialisation rend fou

Pour expliquer la démarche adoptée par la direction nationale collégiale, Isabelle This Saint-Jean, en charge des Forums de la Refondation, en a animé un le 29 novembre à Brest.

Même si le Conseil national qui se tiendra le 9 novembre constituera un moment important dans la démarche de refondation, il ne marquera absolument pas une fin dans la réflexion qui s'engage.

Car les socialistes veulent débattre. Un

peu pour évoquer le passé, récent (voir encadré) ou plus ancien, mais surtout pour préparer l'avenir et faire du congrès, qui se tiendra au printemps, un moment de refondation. Pour le Premier secrétaire fédéral, François Cuillandre, « **il ne faut pas un congrès "classique" au cours duquel on se déchire pour des virgules placées dans des textes de motions** ». Pour Isabelle This Saint-Jean, le congrès du mois d'avril sera un congrès d'étape, mais pas de clarification car la clarification est déjà faite.

« Il faut redonner du pouvoir au politique. »

C'est donc des grands enjeux du XXI^e siècle que veulent débattre les socialistes. La révolution technologique va-t-elle créer ou détruire des emplois ? Et dans quelle proportion ? Ce n'est pas en quelques jours qu'il sera possible de répondre à cette question. D'ailleurs, les économistes débattent encore de cette question, a insisté Philippe Ris : la théorie des cycles économiques ou des destructions créatrices ne sont plus opérantes dans une économie numérique.

Il en va de même pour la question démocratique et institutionnelle. Car aujourd'hui en France, le premier parti n'est pas celui du président. C'est celui de l'abstention. Pour Pierre Maille, la question institutionnelle doit enfin être abordée par les socialistes. « **La Présidentielle et surtout la présidentialisation rend fou** ».

Sans remettre en question l'élection du président de la République au suffrage universel, il y a matière à réformer les institutions afin que toute la vie politique française ne tourne pas autour de l'élection présidentielle.

D'autant, a souligné Marylise Lebranchu, qu'il faut redonner du pouvoir au politique. Car une partie de la crise démocratique trouve son origine dans le sentiment que les élu.es n'ont pas de prise sur les événements et sur la vie quotidienne des Français.es.



Repenser le travail

À Brest, Isabelle This Saint-Jean n'a pas livré aux socialistes un programme clef en main. Elle a, au contraire, insisté sur la méthode qui leur permettra d'en construire un : en partant de leurs valeurs, de ce qui les rassemble et en confrontant leurs points de vue, sans tabou.

Pour un bilan lucide du quinquennat



La question du bilan du quinquennat ne doit pas occuper l'ensemble des discussions des Forums de la Refondation. Elle ne doit pas non plus être occultée. « *Aujourd'hui, on se rend compte que François Hollande, en arrivant au pouvoir, a hérité d'une situation économique très difficile* », a souligné Isabelle

This Saint-Jean. Sans doute aurait-il fallu l'expliquer plus aux Français.es. Car Nicolas Sarkozy avait laissé le pays dans une situation dramatique : hausse des déficits, investissements en berne, inadaptation de l'outil productif... Mais alors le risque était grand d'amplifier encore la défiance, avec des conséquences néfastes sur la consommation et l'investissement.

François Hollande s'est donc attelé à redonner du souffle à notre économie en donnant aux entreprises les moyens de se développer. Mais, et cet élément revient souvent dans les interventions des adhérents dans les Forums de la Refondation, il aurait fallu exiger plus de contreparties de la part du patronat qui n'a « *vraiment pas joué le jeu* ».

Cependant, des erreurs ont été commises, en particulier dans la manière d'expliquer le sens des réformes et des efforts demandés aux Françaises et aux Français. Et, si le Président et le gouvernement portent une part de responsabilité, le Parti Socialiste doit aussi faire son mea-culpa car il n'a pas su accompagner les mesures sociétales et sociales du quinquennat, comme par exemple le droit à la retraite à 60 ans pour les salariés qui avaient commencé tôt leur carrière.

À cela s'est ajouté une forme de cacophonie, au sein même du groupe parlementaire majoritaire, qui a grandement contribué à éloigner les électeurs.

« *Dans un bilan, il y a toujours un actif et un passif* », a rappelé François Cuillandre.

Et l'image du bilan évoluera forcément en fonction de la manière dont Emmanuel Macron dirigera le pays. Le show devant les étudiants de l'université de Ouagadougou amènera les Français à considérer la politique africaine de François Hollande sous un autre jour. Car lui, quand il se rendait en Afrique, respectait ses hôtes.

Les valeurs des socialistes

« **Comment définissez-vous le socialisme ? En un mot.** » Voilà la question à laquelle devaient répondre les participants au Forum de la Refondation qui s'est tenu le 28 novembre à Quimper.

« **Au cœur du projet socialiste, il y a la justice sociale et l'égalité** », résume Jacques Le Roux qui a animé ce forum. Les mots qui sont revenus le plus souvent sont solidarité, égalité, justice sociale et progrès. Ensuite, on trouve aussi parmi les réponses empathie, unité, participation citoyenne, emploi, humanisme, écoute...

« **On est là sur le cœur même de l'identité socialiste puisqu'on avait demandé aux participants de ne citer qu'un mot** », précise Baptiste Le Coz, co-animateur du forum. Mais dans la discussion qui a suivie, il est apparu que les socialistes sont aussi écologistes, féministes, internationalistes ou européens.

« **Ces valeurs ont toujours été celles des socialistes** », rappelle Bernard Poignant. « **Déjà, en 1919, Léon Blum le rappelait dans un livre destiné à expliquer ce qu'est le socialisme à son fils Robert.** »

La question qui se pose aujourd'hui est comment faire vivre ces valeurs. « **Là encore il faut revenir aux origines et nous définir par rapport au capitalisme** », estime Bernard Poignant. D'ailleurs, la droite ne parle jamais de capitalisme, mais de libéralisme.

Quelles sont les priorités des socialistes ? Quelle société veulent-ils bâtir ? Sans ordre de priorité, ils veulent une société écologique, qui promeut le développement durable et assure aux générations futures une vie soutenable. Parmi les points positifs du quinquennat de François Hollande, les socialistes

citent majoritairement le succès de la COP 21 et la prise en compte des enjeux environnementaux.

Cette société soutenable va de pair avec une lutte contre les inégalités qu'elles soient territoriales, sociales ou de genres. Cela suppose que le PS s'engage dans un grand débat sur ce que pourrait être un revenu universel.

Écologique, égalitaire, la société que veulent bâtir les socialistes sera aussi inclusive, attentive à tous les citoyens qui devront y trouver leur place et avoir les moyens de leur émancipation.



Les adhérents prennent la parole

Évidemment, ce projet nécessite une réforme de l'économie dans laquelle la finance commande. Les services d'intérêts généraux comme l'eau, l'électricité, le téléphone ne devraient-ils pas être gérés par la puissance publique ? Mais cela suppose aussi une réflexion approfondie sur le travail et les pathologies, physiques et psychologiques qu'il provoque.

Tout naturellement, l'économie circulaire qui allie progrès social et préservation de l'environnement est plébiscitée par les socialistes.

En savoir plus

Européennes



Une délégation du Parti Socialiste s'est rendue mercredi 29 novembre, à l'invitation du premier ministre, pour échanger sur l'organisation des élections européennes de 2019.

L'Europe doit améliorer son fonctionnement - en particulier dans sa relation Conseil-Commission-Parlement - et favoriser davantage la participation active des citoyens.

Les propositions du premier ministre concernant l'organisation du scrutin électoral, prévu en juin 2019, sont conformes aux demandes exprimées par

la délégation socialiste, à savoir une liste nationale et un volet transnational après l'entrée en vigueur effective du Brexit. Dès la réception du projet de loi, le Parti Socialiste et les groupes parlementaires feront connaître leur position et proposeront des amendements pour améliorer le texte.

Bilan de mi-mandat

L'équipe municipale de Brest présentera son bilan de mi-mandat le 13 décembre à 18h00 aux Capucins.

Assises du centre-ville



Le groupe socialiste au Conseil municipal de Quimper (Matthieu Stervinou, Mélanie Thomin, Gilbert Gramoullé, Nolwenn Macouin et Jean-Marc Tanguy) n'arrive pas à comprendre la logique de la municipalité : pendant la campagne électorale la question du centre-ville était centrale pour Ludovic Jolivet et pendant trois ans, il ne se passe rien. Puis, subitement, la mairie annonce que les Halles vont être rasées. « *Nous n'avons eu aucun débat en Conseil municipal ni en commission* », dénoncent les élu.es d'opposition, bien obligé.es de constater qu'une fois de plus, le maire décide avant et consulte après. Selon eux, il aurait fallu engager au préalable une concertation et soumettre plusieurs hypothèses aux Quimpérois.

Il n'est cependant jamais trop tard pour bien faire et les conseillers municipaux socialistes proposent l'organisation d'Assises du centre-ville pour parvenir enfin à faire redynamiser l'hyper-centre qui devient de moins en moins attractif. Seront-ils entendus ?

Agenda

16 décembre

9h00 - 16h00 :

Rassemblement
départemental des
secrétaires et trésoriers à
Moulin-Mer à Logonna-
Daoulas. L'après-midi
sera ouverte à tous les
adhérents.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428
N° 1208 - Vendredi 8 décembre 2017
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

Corée : il est urgent... d'attendre

Fabien Leroy

Personne n'a intérêt à déstabiliser l'Extrême-Orient, nous explique Fabien Leroy expatrié français à Séoul.

Cap Finistère : Comment les sud-coréens vivent-ils la scission de leur pays ?

Fabien Leroy : D'une manière générale, la division est vécue comme un traumatisme national. La séparation du pays fait partie intégrante de la vie de tous les citoyens sud-coréens. Cette thématique de la séparation est entretenue par l'État, les médias, l'industrie cinématographique etc... mais elle est perçue d'une manière différente selon les générations.

Après avoir vécu presque huit ans en Corée du Sud, j'ai l'impression que les jeunes sont moins favorables à l'idée d'une réunification, l'argument économique est souvent mis en avant pour justifier des réticences à l'idée d'une seule Corée. Pour les générations qui ont connu la guerre, bien qu'elles soient hostiles au gouvernement nord-coréen, l'idée d'une réunification du pays reste envisageable. Il existe en Corée du Sud un ministère pour l'unification chargé de la réunification de la Corée. Ce ministère joue un rôle central dans le dialogue intercoréen.

Des réunions de familles séparées par la guerre ont lieu aussi sous l'égide de la Croix Rouge. Elles ont lieu lorsque les deux Corées engagent des phases de dialogue. Ces réunions de famille sont filmées, puis diffusées en Corée du Sud.

Les prochains Jeux Olympiques d'hiver, en Corée du Sud, pourraient permettre, si le Nord y participait, un déclin des tensions.

Cap Finistère : La menace nord-coréenne est-elle perceptible ?

Fabien Leroy : Oui, mais de manière erratique. En effet, la menace évolue au prisme des relations intercoréennes, elle se manifeste par des incidents entre les deux Corées. Cela ne semble pas affecter la vie quotidienne des sud-coréens. C'est le paradoxe de la situation, ces incidents font partie de la vie quotidienne en Corée du Sud et nous oublions que nous sommes dans un pays en guerre : techniquement, l'armistice de 1953 a mis fin à la guerre de Corée, mais il n'y a jamais eu de traité de paix signé entre les deux pays.

Cap Finistère : La Frontière entre les deux pays est-elle hermétique ?

Fabien Leroy : J'ai envie de vous répondre oui, mais les dernières nouvelles nous montrent le contraire. En octobre dernier, un soldat nord-coréen a fait défection et franchi la JSA (Join Security Area). Cette zone sous contrôle de l'ONU est située à la frontière

entre les deux Corée, près de Panmunjeom, où a été signée l'armistice.

Cap Finistère : Personne n'a intérêt à la disparition du régime nord-coréen ?

Fabien Leroy : En premier lieu, la Chine, alliée traditionnelle du régime nord-coréen n'a aucun intérêt à voir une Corée réunifiée. Cela signifierait une présence américaine à leur frontière au Nord. Pour la Corée du Sud, la réunification représenterait un coût économique important, pour un pays qui connaît un ralentissement de sa croissance économique, depuis plusieurs années. Pour les États-Unis, bien que Donald Trump a appelé les pays alliés asiatiques à un effort financier pour assurer la présence militaire américaine sur leur territoire, il faut rappeler que la situation de la péninsule coréenne est aussi une rente pour eux. Ils bénéficient d'une présence sur divers territoires en Asie du Nord-Est et à l'échelle de la Corée du Sud, de contrats d'armement juteux. Malgré ses menaces répétées envers la Corée du Nord, Donald Trump a aussi évoqué l'idée d'un retour à la table des négociations. Dans ce dossier, il souffle le chaud et le froid et sa politique étrangère semble très incohérente, voire chaotique.

Enfin, au niveau régional, si la Corée était réunifiée et que cela permettait une nouvelle croissance économique, une nouvelle puissance centrale entre la Chine et le Japon serait perçue d'un mauvais œil par ces derniers. Reste la question de la Russie, si elle semblait encore favorable au statu quo entre les deux Corées il y a quelques années, elle aurait tout à gagner avec ses projets énergétiques (projet de gazoduc depuis la Corée du Nord vers le Sud) qui sont pour l'instant bloqués dans la configuration actuelle.

Cap Finistère : Le statu quo est-il tenable ? Et quels sont les scénarios envisageables à court et moyen terme ?

Fabien Leroy : Personnellement, je pense que le statu quo est tenable, d'une part parce que la Corée du Nord est en train de se doter progressivement de l'arme nucléaire, d'autre part, parce que le régime exerce un contrôle d'une main de fer sur sa population. Certes, différents scénarios sont envisageables. Je ne pense pas, comme je viens de l'expliquer, à une révolution de la société civile, ni même à une intervention militaire extérieure qui viendrait renverser le régime, mais l'idée d'une « Révolution de palais » venant des plus proches de Kim Jong-Un ne me paraît pas impossible.

